



Bonjour. Je suis Tim Reuss, président et chef de la direction de la Corporation des associations de détaillants d'automobiles. Nos membres — plus de 3 200 — vendent, entretiennent et réparent tous les types de véhicules dans pratiquement toutes les communautés du Canada et emploient collectivement plus de 160 000 personnes.

À bien des égards, la transition vers les véhicules électriques progresse rondement.

Au Canada, l'éventail de véhicules électriques à batterie sur le marché est vaste et exceptionnel. Ces véhicules peuvent convenir parfaitement à plusieurs familles, et nous croyons que la demande des consommateurs ne cessera de croître au cours des mois et des années qui viennent.

Mais la vérité, c'est que le mandat imminent du fédéral est voué à l'échec si les consommateurs canadiens rejettent ces véhicules et que les bonnes conditions commerciales ne sont pas réunies au préalable.

Les Canadiens veulent être certains qu'ils seront en mesure d'acheter, d'utiliser et de recharger leur VE d'une façon qui convient à leur style de vie et à leur réalité géographique avant de prendre une des plus importantes décisions d'achat de leur vie.

En outre, puisque les taux d'intérêt et l'inflation actuellement élevés réduisent énormément l'accessibilité aux VE, bon nombre de consommateurs n'ont tout simplement pas les moyens de s'en procurer un, et on peut le constater dans l'augmentation actuelle des niveaux de stocks dans les concessions.

Au lieu d'essayer d'imposer aux individus ce qu'ils devraient acheter, le gouvernement aurait mieux fait de s'attacher à réunir les circonstances idéales pour stimuler la demande.

Il importe de noter que les concessionnaires de tout le Canada investissent des centaines de millions de dollars dans l'infrastructure de recharge et la technologie pour mener à bien la transition vers les véhicules électriques. Ces sommes s'ajoutent aux milliards de dollars dépensés par les constructeurs d'automobiles du Canada et du reste du monde.

Le gouvernement fédéral doit concevoir un plan réaliste et flexible qui tient compte des réalités économiques et géographiques qui varient énormément d'un bout à l'autre du pays.

Les Canadiens qui habitent en milieu rural ou dans les communautés du Nord auront plus de difficulté à se convertir au VE en raison des longues périodes de froid qui réduisent l'autonomie des véhicules électriques à batterie et des distances sensiblement plus longues qu'ils ont à parcourir. La question n'est pas simplement économique; il en va de la survie. Un mandat touchera plus durement les Canadiens qui habitent en région rurale.

Tout mandat de ventes de VE doit être dépendant des progrès réels réalisés aux chapitres suivants :

- Infrastructure de recharge publique
- Capacité du réseau électrique à répondre à la demande

- Programmes d'incitation pour les consommateurs

Obliger les Canadiens à acheter des VE qu'ils ne peuvent pas se permettre ou qu'ils ne sont pas en mesure de recharger sera un échec politique pour le Canada. Faisons les choses correctement.